

> résilience de l'économie, laissant les citoyens des États-Unis plus vulnérables aux chocs que les citoyens d'autres pays.

La superficialité de la pensée PIB était déjà évidente dans les années 2000. Au cours des décennies précédentes, les économistes européens, constatant le succès des États-Unis dans l'augmentation du PIB, avaient encouragé leurs dirigeants à suivre des politiques économiques à l'américaine. Mais alors que les signes de détresse du système bancaire américain se sont multipliés en 2007, le président français Nicolas Sarkozy s'est rendu compte que tout gouvernement qui cherchait à faire augmenter le PIB en négligeant les autres indicateurs de la qualité de vie risquait de perdre la confiance du public. En janvier 2008, il m'a demandé de présider une commission internationale sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Un groupe d'experts devait répondre à cette question : comment les États peuvent-ils mieux mesurer leurs performances ? Mesurer ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue, raisonnait Nicolas Sarkozy, était un premier pas essentiel pour l'améliorer.

Par coïncidence, notre rapport initial de 2009, intitulé de façon provocatrice *Mismeasuring Our Lives: Why GDP Doesn't Add Up* (« Mal mesurer nos vies : pourquoi le PIB n'a pas de sens »), a été publié juste après que la crise financière mondiale avait démontré la nécessité de revoir les principes fondamentaux de l'orthodoxie économique. Il a rencontré un écho si positif que l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique), organisme au service de trente-sept pays développés, a décidé de suivre en constituant un groupe d'experts.

Après six années de consultations et de délibérations, nous avons renforcé et amplifié notre conclusion antérieure : le PIB doit être détrôné. À sa place, chaque État devrait utiliser un « tableau de bord » – un ensemble limité d'indicateurs chiffrés qui l'aideraient à s'orienter vers l'avenir souhaité par ses citoyens. En plus du PIB lui-même, en tant que mesure de l'activité marchande (et rien de plus), le tableau de bord devrait inclure des paramètres relatifs à la santé, à la durabilité et à toute autre valeur à laquelle les citoyens du pays aspirent, ainsi qu'aux inégalités, à l'insécurité et aux autres maux qu'ils cherchent à réduire.

Ces documents ont contribué à cristalliser un mouvement mondial en faveur de meilleures mesures de la santé sociale et économique. L'OCDE a adopté cette approche dans son *Initiative du vivre mieux*, fondée sur un tableau de bord à onze dimensions. Un indicateur synthétique, l'Indicateur du vivre mieux, fournit aux citoyens une façon de pondérer spécifiquement ces dimensions, afin de construire un indice qui mesure la performance

de leur pays sur la base des aspects qui leur tiennent le plus à cœur. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), qui étaient traditionnellement de fervents partisans de la pensée PIB, s'intéressent désormais également à l'environnement, aux inégalités et à la durabilité de l'économie.

Quelques pays ont même intégré cette approche dans le cadre de l'élaboration de leurs politiques publiques. La Nouvelle-Zélande, par exemple, a intégré des indicateurs de « bien-être » dans le budget du pays en 2019. Comme l'a dit le ministre néozélandais des Finances, Grant Robertson : « La réussite consiste à faire de la Nouvelle-Zélande à la fois un endroit où l'on gagne bien sa vie et un endroit où il fait bon vivre. »

UN INDICATEUR CRÉÉ PAR NÉCESSITÉ

La nécessité est la mère de l'invention. Tout comme le tableau de bord est né d'une nécessité absolue – l'inadéquation du PIB comme indicateur de bien-être, comme l'a révélé la crise de 2008 –, le PIB l'a été aussi. Durant la Grande Dépression, dans les années 1930, les autorités américaines pouvaient à peine quantifier le problème. Le gouvernement ne recueillait pas de statistiques sur l'inflation ou le chômage, qui auraient pu l'aider à orienter l'économie. Le ministère du Commerce a donc chargé l'économiste Simon Kuznets, du Bureau national de la recherche économique, de créer un ensemble de statistiques nationales sur le revenu. Kuznets a ensuite construit le PIB dans les années 1940, un indicateur simple que l'on pouvait calculer à partir du très petit nombre de données du marché à l'époque disponibles.

Il s'agissait du montant total, en dollars, des biens et services produits dans le pays, qui équivalait à la somme des revenus de chacun – salaires, bénéfices, loyers et impôts. Pour ces travaux et d'autres, il a reçu en 1971 le « prix Nobel » de sciences économiques (plus précisément le prix en mémoire d'Alfred Nobel décerné par la Banque de Suède). L'économiste Richard Stone, qui a créé des statistiques similaires pour le Royaume-Uni, s'est vu récompensé par le même prix en 1984.

Kuznets a toutefois averti à plusieurs reprises que le PIB ne mesurait que l'activité du marché et ne devait pas être confondu avec une mesure du bien-être social ou même économique. Le chiffre inclut de nombreux biens et services qui sont préjudiciables (parmi lesquels, selon lui, les armements) ou inutiles (tels que la spéculation financière) et exclut de nombreux biens et services essentiels qui sont gratuits (tels que les soins mutuels que se dispensent les membres d'un même foyer). L'une des principales difficultés de la construction d'un tel « agrégat » est qu'il n'existe pas

d'unité naturelle pour additionner les valeurs des pommes et des oranges, sans parler d'entités aussi disparates que les armements, la spéculation financière et les soins de santé. Par conséquent, les économistes utilisent leurs prix de marché comme une approximation de leurs valeurs, en supposant que, dans un marché concurrentiel, les prix reflètent la valeur que les gens accordent aux pommes, aux oranges, aux armements, à la spéculation ou aux soins mutuels.

Grâce à cette hypothèse profondément problématique, selon laquelle le prix mesure la valeur relative, le PIB était assez facile à calculer. Alors que les États-Unis se remettaient de la dépression en augmentant la production et la consommation de biens matériels (en particulier d'armements pendant la Seconde Guerre mondiale), le PIB a connu une croissance rapide. La Banque mondiale et le FMI ont commencé à financer des programmes de développement dans les anciennes colonies du monde entier, évaluant leur succès presque exclusivement en termes de croissance du PIB.

Au fil du temps, les économistes se sont concentrés sur les subtilités de la comparaison du PIB dans le temps et dans différents pays, et sur la construction de modèles économiques complexes qui prédisaient et expliquaient les variations du PIB. Cela leur a fait perdre de vue les fondements fragiles de cet indicateur. Dans les écoles et universités, on étudiait rarement les hypothèses ayant servi à le construire et ce que ces hypothèses signifiaient pour la fiabilité des conclusions qui en découlaient. Au lieu de cela, l'objectif de l'analyse économique est devenu d'expliquer les variations de cette entité artificielle. Le PIB est devenu hégémonique dans le monde entier: on considérait comme une bonne politique économique celle qui faisait augmenter le plus le PIB.

En 1980, après une période de performances économiques apparemment médiocres – une stagflation, marquée par une croissance du PIB lente et une hausse des prix –, le président des États-Unis Ronald Reagan a pris ses fonctions en promettant d'accélérer l'économie. Il a déréglementé le secteur financier et réduit les impôts pour les plus riches, en faisant valoir que cela bénéficierait aussi, en cascade, aux moins fortunés. Bien que le PIB ait augmenté quelque peu (mais à un rythme nettement inférieur à celui des décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale), les inégalités se sont rapidement accrues. Parfaitement conscients que les indicateurs chiffrés ont de l'importance, certains membres de l'administration auraient préconisé l'arrêt de la collecte de statistiques sur les inégalités de revenu: si les citoyens américains étaient dans l'ignorance du niveau élevé de ces inégalités, il n'y aurait probablement pas matière à s'inquiéter...

L'administration Reagan a également entrepris des actions sans précédent contre l'environnement, en délivrant des baux pour l'extraction de combustibles fossiles sur des millions d'hectares de terres publiques, par exemple. En 1995, j'ai rejoint l'équipe des Conseillers économiques du président Bill Clinton. Craignant que nos indicateurs ne tiennent pas suffisamment compte de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement, nous avons travaillé avec le ministère du Commerce pour mettre au point une mesure d'un PIB «vert», qui prendrait en compte ces pertes. Mais lorsque les représentants au Congrès des États charbonniers ont eu vent de cela, ils ont menacé de nous couper les vivres si nous n'arrêtons pas nos travaux, ce que nous avons été contraints de faire.

Ces politiciens savaient que si les citoyens des États-Unis comprenaient à quel point le charbon était néfaste à l'économie de leur pays, *mesurée correctement*, alors ils chercheraient à

On considérait comme une bonne politique économique celle qui faisait augmenter le plus le PIB

éliminer les subventions cachées que reçoit l'industrie du charbon. Et ils pourraient même chercher à passer plus rapidement aux énergies renouvelables. Bien que nos efforts pour élargir nos indicateurs aient été contrariés, le fait que ces représentants étaient prêts à exercer autant de pressions politiques pour mettre fin à nos travaux m'a convaincu que nous étions sur la bonne voie. (Et cela signifiait également que lorsque, dix ans plus tard, Nicolas Sarkozy m'a approché pour me proposer de diriger une commission internationale chargée d'examiner de meilleures façons de mesurer «les performances économiques et le progrès social», j'ai sauté sur l'occasion.)

J'ai quitté l'équipe des Conseillers économiques du président en 1997 et, dans les années qui ont suivi, la ferveur déréglementaire de l'ère Reagan s'est emparée de l'administration Clinton. Le secteur financier de l'économie >